



Appels citoyens à «une pause salutaire» et une «trêve préventive»

Ammar Belhimer salue les «voix de la raison» du Hirak

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5033 - Mardi 17 mars 2020 - Prix : 10 DA

Tribunal de Sidi M'hamed
**20 ans de prison
requis à l'encontre
de Abdelghani Hamel**

Page 24

Déplorant l'exportation des innovateurs algériens

Le ministre des Start-up annonce un écosystème favorable à chaque zone

Page 3

Le grand confinement

Par Mohamed Habili

La pandémie a tout fait passer au second plan, dans le monde comme à l'échelle nationale, au niveau politique comme au niveau économique. Il n'y en a plus que pour elle dans les médias. Les journaux télévisés s'ouvrent sur elle et se terminent par elle. C'est à peine s'il est encore question des grands conflits de l'heure, les deux crises syrienne et libyenne par exemple, qui sont comme à l'arrêt. Comme le sont déjà certaines grandes capitales, au premier chef Rome, devenue depuis un certain temps déjà une véritable ville fantôme, elle qui d'habitude grouille de visiteurs venus des quatre coins du monde. Eh bien, tout indique qu'il en sera bientôt de même de sa rivale, Paris. Pour autant d'ailleurs que ce ne soit pas déjà fait, tant les autorités françaises ont hâte de décréter le grand confinement, maintenant qu'est passé le premier tour des municipales, une échéance organisée contre vents et marées. Il y a eu le premier tour, soit, mais probablement pas le deuxième. C'est que la France en est venue à voir doubler le nombre des contaminés tous les deux jours. Et cette vitesse ira croissant, le pic étant encore relativement loin, à se repérer évidemment sur l'exemple chinois. Par grand confinement, il faut entendre l'autre exemple cependant, l'exemple italien, qui lui-même est une réplique du précédent de Wuhan. La France y sera quand les rues de ses villes seront aussi désertes que celles des villes italiennes.

Suite en page 3

Ils se prémunissent en suivant les consignes de prévention

Coronavirus : les Algériens prennent enfin conscience

- «Le confinement de Blida et Boufarik est envisageable»
- Pourquoi l'Italie a-t-elle sombré ?



Ph/E. SOraya/J. A.

Avec les cas de décès confirmés dans le pays, le coronavirus commence à inquiéter les Algériens et la peur s'empare de leur esprit. [Lire page 2](#)

Pétrole : la chute des prix continue

Le Brent tombe à 30,22 dollars

Page 3

Après l'annulation des rendez-vous culturels

Les artistes lancent des messages de sensibilisation et de vigilance

Page 13

Covid-19

Ils se prémunissent en suivant les consignes de prévention

Coronavirus : les Algériens prennent enfin conscience

■ Avec les cas de décès confirmés dans le pays, le coronavirus commence à inquiéter les Algériens et la peur s'empare de leur esprit.

Par Louiza Ait Ramdane

Six nouveaux cas confirmés de coronavirus ont été enregistrés en Algérie, portant à 54 le nombre de personnes infectées, dont quatre décès. C'est le bilan du ministère de la Santé jusqu'à dimanche soir. Il s'agit de cinq cas enregistrés dans la wilaya de Blida qui étaient en contact avec les premiers cas, alors que le 6^e cas est un ressortissant iranien enregistré dans la wilaya d'Adrar, précise la même source.

Avec la propagation continue de coronavirus, la pandémie impacte les comportements des Algériens, à l'instar du reste de la communauté internationale. Les Algériens commencent enfin à prendre au sérieux cette pandémie qui fait ravage dans le monde, surtout quand on sait l'état de délabrement de nos hôpitaux, le manque de moyens, le manque de lits en réanimation, le manque de personnel, de moyens diagnostic, la non fermeture de tous les espaces publics notamment les mosquées, ainsi que les dessertes aériennes et maritimes.

Le corona devient ainsi le sujet de discussion des gens. Nous avons surtout constaté la prise de conscience chez les citoyens quant à l'intérêt qu'ils accordent à la prévention. Le danger permanent pousse beaucoup de personnes à prendre des précautions. Cela est visible dans les moindres gestes du quotidien, comme les serremains, pour échapper à une éventuelle contamination. Aussi, les gens commencent à désertier les espaces publics et essayent aussi de réduire leur déplacement dans des marchés, sauf en



Ph/E. Soraya J.A.

grave pas».

«Il est très dangereux scientifiquement de poursuivre le Hirak»

Pour éviter la propagation du coronavirus, le ministre a adressé un message au peuple algérien en vue d'arrêter les rassemblements hebdomadaires.

Il a relevé qu'il était «très dangereux scientifiquement» de poursuivre le mouvement populaire (Hirak), dès lors qu'il s'agit d'un regroupement favorable à la propagation du nouveau coronavirus. «Au-delà des revendications populaires que je respecte, le Hirak est avant tout un regroupement de personnes parmi lesquelles il pourrait y avoir des porteurs du coronavirus qui risquent de contaminer d'autres. Donc, scientifiquement, il est très dangereux de poursuivre le Hirak», a-t-il soutenu.

Le ministère des Affaires religieuses appelle les imams à alléger les prières

De point de vue religieux, face à cette pandémie qui menace la vie des Algériens et de l'humanité entière, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a appelé les imams à prendre des mesures préventives en raison de la propagation du coronavirus, à savoir l'allègement des prières, dont celle de vendredi, avec la fermeture des mosquées directement après la fin de chaque prière.

Les mosquées ne sont pas à l'abri des dangers de ce virus, a ajouté le ministère.

L. A. R.

cas de nécessité.

Depuis quelques jours, les gens adoptent de nouvelles attitudes dans leur comportement quotidien, notamment en multipliant le lavage des mains par le gel antiseptique et le port de masque, comme le recommandent les mesures préventives recommandées aux Algériens par les spécialistes. Même si les personnes qui portent le masque au niveau de la capitale ne sont pas nombreuses, la demande sur les bavettes et les gels au niveau des pharmacies est très forte, a-t-on constaté.

En ces temps de propagation du coronavirus, des voix sages, notamment des figures du Hirak, se font et de plus en plus

entendre pour appeler les Algériens à cesser de sortir dans des manifestations hebdomadaires afin de préserver la santé publique.

«Le confinement de Blida et Boufarik est envisageable»

Soulignant que des mesures ont été prises et d'autres le seront «au fur et à mesure de l'évolution de la situation», le ministre de la Santé a tenu à rassurer que «toutes les possibilités de riposte contre le coronavirus peuvent être envisagées».

«Nous avons toutes les possibilités de riposte. Nous avons

pris des mesures et d'autres seront prises au fur et à mesure de l'évolution de la situation», a assuré le ministre de la Santé sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio algérienne.

Il ajoute : «Nous avons des plans à tous les niveaux et nous nous préparons à toute situation. Il n'y a pas de mesures immédiates». Au sujet d'un éventuel confinement de certaines zones comme Blida et Boufarik où les premiers cas de coronavirus sont apparus, Benbouzid a indiqué que cette mesure était «envisageable», précisant que «c'est une mesure que nous gardons, mais que nous ne souhaitons pas exécuter, car nous avons l'espoir que la situation ne s'ag-

Face à la pandémie de Covid-19

Pourquoi l'Italie a-t-elle sombré ?

Dans l'Histoire des nations, il y a de ces moments qui mettent tout un peuple et ses dirigeants devant des épreuves et des dangers de différentes natures, guerres, catastrophes naturelles, pandémies...etc. Le passage de ces tests avec brio ou du moins avec le moins de dégâts possibles dépend de plusieurs paramètres, notamment internes, faut-il le préciser, et dont l'existence est plus que vitale.

Face à la pandémie du Covid-19, la Chine s'en sort plus au moins sans lourde facture en dépit du nombre des victimes enregistré, mais le pays a su endiguer le virus. Ce n'est pas le cas de l'Italie, un de nos voisins de l'autre rive dont le cas nous interpelle, du moment que nous vivons ces jours-ci un environnement similaire qu'a connu la péninsule durant les premières semaines de la pandémie, et elle est en passe de devenir un cas d'école en termes de maladresse dans la gestion des crises et

des faux pas que nous devrions, coûte que coûte, éviter.

Pourquoi l'Italie a donc sombré dans sa lutte contre le Covid-19 ?

Après les atterrissements des premières semaines et devant le choc des statistiques quotidiennes inhérentes au nombre des victimes (par centaines), les portes de Rome s'ouvrent... et les langues se délient. La presse italienne n'a pas été tendre avec les dirigeants du pays et dresse un réquisitoire implacable. Les premiers mis à l'index, les leaders de la classe politique qui se sont noyés dans des palabres et se chamaillèrent à propos de chaque décision prise par le gouvernement, dans le sens du «zaimisme», bien connu chez nous, a pris le dessus sur l'intérêt suprême de la nation italienne et surtout la vie de millions de citoyens qui était en jeu. Certains voulaient carrément profiter de la

situation pour avancer leurs pions sur l'échiquier politique. Ce climat délétère a poussé une journaliste du quotidien milanais «Il Foglio» jusqu'à noter que «ce n'est pas uniquement les systèmes totalitaires qui échouent dans la gestion des crises», façon de dire que la démocratie en temps de crise peut être nuisible.

Une grande leçon à retenir. Le second grief évoque la désorganisation totale et les quiproquos en termes de prérogatives dans la prise de décision entre le gouvernement central et les responsables locaux, notamment en Lombardie, au nord, où pas moins de 16 millions de personnes étaient confinées avec interdiction de sortie ni d'entrer pour les autres.

La presse parle, d'autre part, d'un grand problème de communication qui aurait été mal géré, en citant des directives et des rapports non-confirmés qui auraient fuité dans la presse et ont engendré peur et précipita-

tion, les gens prenaient les trains et les voitures pour quitter l'isolement, en toute hâte, transportant ainsi avec eux les risques de contamination sur tout le territoire italien et même vers d'autres pays d'Europe.

Ce mélange d'ambiguïté et d'amateurisme a créé des tensions au sein des centres de décision dans un pays qui n'est pourtant pas sous-équipé. L'Italie, en termes de capacité hospitalière est bien lotie, pas loin des meilleures normes européennes ; de plus le gouvernement a débloqué une enveloppe de 7,5 milliards d'euros pour les familles et les entreprises qui seraient touchées par les conséquences de la pandémie. C'est pour dire que dans ce cas de figure la faille est plus dans la gestion catastrophique que dans les moyens dont dispose le pays. Une leçon de plus à retenir.

Un autre aspect vient se greffer à ce triste environnement et assombrir le tableau de cette tra-

gédie italienne. Les «experts» qui se succèdent sur les plateaux de télévision comme ils étaient en compétition sur twitter et autres réseaux sociaux en prodiguant conseils et différents analyses, souvent contradictoires, sur les symptômes et les remèdes, un cafoillage régnant qui donne l'impression, au simple citoyen, que même les spécialistes ne sont pas sur la même longueur d'onde, un fait qui a poussé la majorité des Italiens, selon la presse locale, à choisir leurs spécialistes préférés selon ce qu'ils veulent entendre, comme on choisit son équipe de foot dans le scudetto ! Le comble.

Conclusion : face à la pandémie de Covid-19, on doit tout avoir une solidarité nationale infaillible, une discipline citoyenne irréprochable, une élite nationale responsable... et tout faire, absolument tout, sauf ce qu'on fait les Italiens. A bon entendeur...

Mourad Hadjersi

Déplorant l'exportation des innovateurs algériens

Le ministre des Start-up annonce un écosystème favorable à chaque zone

«On (l'université algérienne) produit de la vraie richesse et c'est cette richesse qu'on est en train de perdre et exporter gratuitement aux autres. On est donc dans la nécessité et l'obligation de créer un environnement et un écosystème favorable pour nos porteurs de projets et notre jeunesse innovatrice», a indiqué hier le ministre de la Micro-entreprise, des Start-up et de l'Economie de la connaissance.

Par Thinhinene Khouchi

Animant hier une conférence-débat au forum d'«El Moudjahid», afin de dévoiler la feuille de route de son secteur dans le cadre du plan d'action du gouvernement, Yassine Djeridène, ministre de la PMI, des Start-up et de l'Economie de la connaissance a déploré le fait que les jeunes porteurs de projets «Micro-entreprise, des Start-up et autres» ne trouvent pas l'environnement favorable pour créer leurs entreprises et finissent souvent par émigrer. «C'est donc une vraie perte pour l'économie du pays», déplore le ministre ajoutant que «pour la création d'une entreprise, il est primordial de faire une étude de marché et l'étude de la demande et de mettre un écosystème adéquat à chaque zone, car un projet sans écosystème et sans un entrepreneur autour, est voué à l'échec dès le départ». Malheureusement, poursuit le ministre, «à une époque cette réflexion n'existait pas. On ne prenait pas cela en considération». Persistant, il dira : «Avant, on soutenait des projets individuellement comme si les projets étaient indépendants et

ne sont pas liés entre eux. On va soutenir 100 000 jeunes sur la même activité et on se retrouve à la fin avec une saturation». Exposant le plan d'action du nouveau gouvernement et de cette nouvelle Algérie, Yassine Djeridène a indiqué que «ce qu'on souhaite aujourd'hui c'est de faciliter aux jeunes porteurs de projets l'innovation et la création de nouveaux écosystèmes. Donc on va prendre une zone, à titre d'exemple, demain on aura une réunion avec le ministère de l'Agriculture pour installer un écosystème autour de l'élevage allant du tourrage jusqu'au packaging de la viande. Par la suite on pourra dire que cette opération a besoin de tel nombre d'entreprises et par la suite on pourra faire appel à candidature et des jeunes qui vont se présenter et chacun son innovation et ce qu'il peut ajouter». Néanmoins, le ministre a précisé que «il faut dire que le marché ne peut pas supporter tout ou n'importe quelle idée». En outre, répondant à une question sur le rattachement de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) au ministère des Micro-entreprises, des Start-up et de



Ph. > E. Serravallo, A.

l'Economie du savoir et le changement qu'engendra cette décision, le ministre a indiqué que : «Les projets Ansej resteront des projets individuels, le jeune porteur de projet restera chef de son entreprise mais cette entreprise devra répondre à un besoin de l'Etat, c'est tout». A une autre question sur le nombre de start-up qui vont être créées dans les trois ans à venir, le ministre a expliqué que «notre objectif n'est pas le nombre de start-up à

créer mais c'est la qualité de ces start-up». Ajoutant qu'«on a chaque année un nombre important de jeunes diplômés. Il faut savoir que généralement c'est 10% qui sont porteurs de projets et veulent devenir des entrepreneurs, et parmi ce nombre là 10% seulement qui vont réussir». Enfin, le ministre a annoncé le décalage des assises à cause du coronavirus et assure leur reprise dès que la situation sera rétablie. T. K.

Pétrole : la chute des prix continue Le Brent tombe à 30,22 dollars

Le baril de Brent plongeait lundi de plus de 10%, atteignant un plus bas en quatre ans, emporté par le déséquilibre provoqué par l'offre abondante d'or noir et la demande qui ralentit du fait de la pandémie du nouveau coronavirus. Vers 11h55 GMT (12h55 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai est tombé à 30,22 dollars à Londres, en baisse de 10,66% par rapport à la clôture de vendredi, un niveau bas plus vu depuis février 2016. A New York, le baril américain de WTI pour avril chutait de 8,04%, à 29,18 dollars, toujours au-des-

sus de son dernier plancher atteint lundi dernier à 27,34 dollars. Les prix du pétrole avaient bouclé vendredi leur pire semaine depuis la crise financière de 2008, perdant aux alentours de 25%. «Le Brent menace désormais de passer sous les 30 dollars», ont averti les analystes du marché. «L'offre et la demande prennent une direction opposée comme rarement vu auparavant», ont-ils fait constater, en affirmant que ce phénomène exerce une pression très forte sur les prix des deux barils de référence. Les cours sont en effet pris en étau entre les pers-

pectives d'une demande mondiale ralentie par les mesures instaurées par les Etats pour enrayer la propagation du Covid-19 et des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) livrant une guerre des prix avec leur allié russe. Cette lutte acharnée pour sauver ses parts de marchés a démarré quand l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, deux alliés majeurs au sein de l'organisation, ont annoncé leur intention d'inonder les marchés mondiaux d'or noir après le refus le 6 mars de leur allié russe de limiter davantage

la production d'or noir pour soutenir les cours. Sur le front de la pandémie, l'explosion du nombre de cas de contaminations, particulièrement en Europe, tétanise les places financières, qui redoutent une récession économique mondiale, accentuant la pression sur les cours du brut. La Réserve fédérale américaine (Fed) a, par ailleurs, décidé dimanche une baisse drastique et exceptionnelle de ses taux d'intérêt, ramené dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25%, contribuant à alimenter la panique des investisseurs.

Coronavirus

Suspension des dessertes de et vers plusieurs pays africains à compter de jeudi

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a instruit le ministre des Travaux publics et des Transports de suspendre temporairement les dessertes aériennes de voyageurs à destination ou en provenance de plusieurs capitales africaines à partir de jeudi 19 mars 2020, indique un communiqué des

services du Premier ministre. «En application des directives du président de la République, à l'effet de renforcer les mesures de prévention contre la propagation du coronavirus (COVID-19) sur le territoire national, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a instruit le ministre des Travaux publics et des

Transports en vue de procéder à la suspension temporaire des dessertes aériennes de voyageurs à destination ou en provenance de Nouakchott, Bamako, Niamey, Dakar, Abidjan et Ouagadougou et ce, à partir du 19 mars 2020», précise le communiqué. «Cette suspension exceptionnelle, recommandée

par les autorités sanitaires nationales, sera accompagnée d'un dispositif de rapatriement de nos citoyens voyageant actuellement dans les pays concernés selon les conditions et modalités qui seront fixées par la compagnie Air Algérie», a souligné la même source.

K. L.

LA QUESTION DU JOUR

Le grand confinement

Suite de la page une

Les autorités françaises, qui s'apprentent à prendre cette décision, à supposer que ce ne soit pas déjà fait, la justifient en premier lieu par l'indiscipline de leurs concitoyens. Si les Français, au lieu de sortir en masse profiter du beau temps, sont restés chez eux dimanche dernier, ils auraient pu éviter d'être confinés bon gré mal gré le jour d'après. Cette même inconscience, ils l'avaient payée déjà par la fermeture des cafés, bars, et restaurants et autres lieux de convivialité. Leur Premier ministre, Edouard Philippe, ne s'en était pas caché, qui avait raconté dans quelles circonstances il avait été amené à décréter cette deuxième fermeture, après celles des écoles et universités. Il était sorti faire un tour dans la ville après l'annonce de celle-ci, mais c'était pour y voir un spectacle choquant auquel il ne s'attendait pas du tout : les cafés, les restaurants, et autres lieux de convivialité étaient remplis à craquer, comme si de rien n'était. Les Français ne sont ni des Chinois ni des Allemands, pour qui les intérêts de la collectivité comptent au moins autant que ceux de l'individu. Ils ne resteront chez eux que s'ils ne peuvent pas faire autrement. Les Algériens non plus ne sont pas des gens particulièrement disciplinés. Sauf que chez nous le grand confinement n'est pas encore une question pressante, la vitesse de propagation du virus n'étant pas encore affolante, non plus que le nombre des morts. Il suffirait pourtant de prendre la courbe des contaminations des autres pays pour être édifié sur ce point. Car elle est la même dans tous les pays à ce jour les plus atteints. De sorte que pour savoir comment la situation va se développer chez nous au jour le jour à partir de maintenant, il n'y a qu'à prendre la courbe italienne ou espagnole, ou française, et à la superposer à la nôtre. Ainsi ont fait les Italiens, qui se sont repérés sur la courbe chinoise, et maintenant les Français, les Espagnols, qui se règlent sur la leur. Il n'y a donc rien d'extraordinaire à annoncer que pour nous aussi le grand confinement est quelque chose d'incontournable.

M. H.

Appels citoyens à «une pause salutaire» et une «trêve préventive»

Ammar Belhimer salue les «voix de la raison» du Hirak

■ Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a salué, hier, les «voix de la raison» qui appellent à «une trêve préventive» du mouvement de protestation populaire (Hirak), malgré les tentatives des «forces antinationales» de le transformer en «mouvement insurrectionnel non armé visant la paralysie du pays».

Par Hasna G.

«**E**n vertu des tentatives des forces antinationales de transformer le Hirak en mouvement insurrectionnel non armé visant la paralysie du pays, et au vu de ce qu'il représente aujourd'hui comme risque sanitaire majeur, des voix de la raison se sont élevées dans le pays et dans la diaspora notamment à travers les réseaux sociaux pour appeler à une pause salutaire, à une trêve préventive», a indiqué M. Belhimer dans une interview accordée à l'APS. Il a relevé que «des leaders d'opinion lucides et réalistes appellent même à l'arrêt pur et simple des marches et des rassemblements. Car la pandémie du coronavirus est sérieuse, attestée par la rigoureuse OMS, l'Organisation mondiale de la santé». «Ces mêmes voix de la lucidité citoyenne et de la raison patriotique appellent à cesser les marches dans un contexte national aussi complexe et aussi périlleux, marches pour lesquelles elles ne trouvent plus aucune raison d'être car le Hirak est déjà victorieux. Et il a gagné sur plusieurs fronts», a-t-il ajouté. «Grâce à sa convergence initiale avec l'ANP, qui l'a accompagné et protégé, il a permis de faire barrage au 5^e mandat d'un président cacochyme utilisé comme devanture politique par une caste mafieuse et des réseaux transverseaux d'accaparement et de dilapidation des richesses nationales», a encore soutenu le ministre de la Communication. Estimant que le Hirak est «intelligent et généreux», M. Belhimer souligne que ce mouvement de protestation «doit le rester et même l'être plus encore lorsqu'il y a péril majeur en la demeure». Mais, «ceux qui s'obstinent, dans un entêtement suicidaire, à le maintenir coûte que coûte et quoi qu'il en coûtera à la nation tout entière, ne doivent pas concourir à son échec, voire même à sa disparition», a-t-il averti, soulignant que «la raison exige la cessation des marches et des rassemblements. Et, une fois la crise grave du coronavirus résorbée par la mobilisation de tout un peuple, rien n'empêchera alors le Hirak de reprendre son cours si d'ici là, des avancées démocratiques et sociales majeures n'auront pas été enregistrées». M. Belhimer a, dans ce cadre, cité un éditorialiste algérien, par ailleurs voix porteuse du Hirak qui dit : «Nous sommes déjà meilleurs grâce au Hirak. Et ce Hirak doit nous aider à vaincre nos colères et à donner victoire à la raison». «Organisons-nous autrement, restons vigilants, utilisons au maximum les réseaux sociaux, continuons à informer



sur les atteintes aux libertés, mais nous devons, sans attendre, décider de nous donner toutes les chances de gagner la longue bataille politique pacifique engagée le 22 février 2019. C'est parce que le Hirak nous a rendu meilleurs, plus intelligents et plus responsables que nous devons le décider : les marches et les rassemblements doivent être suspendus. Vainquons nos colères car nous nous aimons. Nous serons encore meilleurs et plus forts pour les batailles qui viennent», a-t-il souligné. Pour lui, «ces batailles sont déjà amorcées comme en témoignent les correctifs et retouches qui ne manqueront pas d'être apportés par la loi de finances complémentaire dans trois directions, à savoir le renforcement du pouvoir d'achat des ménages grâce à l'exonération de l'IRG pour les salaires n'excédant pas 30 000 dinars et la revalorisation du SNMG dès janvier prochain, les mesures encourageant l'installation des entreprises étrangères et la suppression de la règle de répartition du capital social 49/51, ainsi que les mesures visant à améliorer le recouvrement fiscal à un moment critique d'érosion des ressources».

Le Hirak, un mouvement «parasité par certains courants politiques»

Ammar Belhimer a indiqué en outre que le Hirak, ce mouvement de protestation populaire «transcourageant et transgénérationnel», a été «parasité par certains courants politiques» pour «mieux

le faire dévier de sa vocation citoyenne, patriotique, démocratique et plurielle», évoquant un «néo-Hirak» qui «fait du surplace et s'installe dans l'impasse». «On ne reconnaît plus au fil du temps qui passe le mouvement des origines».

Un an après sa naissance favorisée par la tentative de passage en force du président déchu – alors incapable – pour un cinquième mandat destiné à préserver les intérêts mafieux d'une caste parasitaire aux commandes du pays, le néo-Hirak fait du surplace et s'installe dans l'impasse. A l'origine, mouvement transcourageant et transgénérationnel, il a fini par être parasité par certains courants politiques qui l'ont rejoint pour mieux le faire dévier de sa vocation citoyenne, patriotique, démocratique et plurielle», a indiqué M. Belhimer dans une interview accordée à l'APS. «Il est donc à craindre que le Hirak s'inscrive de plus en plus dans le prolongement de ces bouleversements préfabriqués qui, au demeurant, révèlent chaque jour davantage leur caractère contre-révolutionnaire», a-t-il souligné, ajoutant que «des ONG qui ont pionné sur rue à Genève ou à Londres, des résidus irréductibles de l'ex-FIS et des revanchards mafieux de l'ancien système travaillent d'arrache-pied, y compris par derrière les barreaux ou à partir de leurs retraites dorées (forcées ou choisies), pour propager les mots d'ordre de désobéissance civile, de troubles et de recours à la violence». Selon lui, «l'accumulation effrénée de ressources financières et le positionnement de

leurs relais dans tous les appareils d'Etat et à tous les niveaux de décision, leur confrère naturellement une force de frappe qui n'a pas encore été totalement contenue» et, par conséquent, «ils escomptent un retour aux affaires et aux commandes à l'aide de marches quotidiennes là où elles peuvent être tenues, appuyant des mots d'ordre hostiles à l'institution militaire et aux services de sécurité. Ce qui est en fait visé ce sont les institutions, l'ordre public, la stabilité et la souveraineté nationale». A propos de l'évolution de la situation politique et sociale depuis février 2019, M. Belhimer a indiqué que «bien avant l'irruption du coronavirus comme risque anthropique majeur pour le pays et pour le reste du monde, le Hirak perdait au fil des semaines son caractère de mouvement populaire, historique car inédit, spontané et surtout rassembleur à grande échelle», ajoutant que «sa grande dimension, sa masse critique, son ampleur, sa récurrence et sa résilience lui ont permis de traverser l'ensemble de la société algérienne au-delà même des classes sociales, des ancrages idéologiques, des sensibilités politiques, de l'appartenance identitaire et du sentiment religieux». Le ministre de la Communication a estimé, en outre, que le mouvement du 22 février, consacré «Journée nationale de la fraternité et de la cohésion entre le peuple et son armée pour la démocratie» par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, «commence à produire ses premiers effets avec la formation d'un gouvernement de compétences

engagées sur la base d'un programme entièrement dédié aux libertés et au renouveau économique, ainsi que l'élaboration d'un projet de Constitution qui sera soumis à débat et à référendum». Toutefois, il craint que «ce qui se profile dangereusement derrière un mouvement qui a porté la cause juste d'un changement démocratique grâce à sa formidable discipline et son caractère non-violent, c'est la quête d'une nouvelle hégémonie coloniale». Il a, à cet égard, déploré de voir que «les millions de manifestants mobilisés par le Hirak en vue de mettre un terme au culte de la personnalité, renouer avec les libertés pour mieux en élargir le champ d'exercice et installer l'alternance au pouvoir, ont été efficacement exclus par la nouvelle secte auto-proclamée révolutionnaire», ajoutant que «le manque d'organisation politique nationale permettant aux personnalités et partis de l'opposition néolibérale et conservatrice d'aspirer à conquérir le pouvoir». «Et ce n'est certainement pas un hasard si certains mass media encensent le caractère spontané des luttes (et non les revendications socio-économiques) et confèrent un éclairage défavorable au rôle de sauvegarde et de stabilisation de l'Armée nationale populaire (ANP)», a-t-il soutenu.

Dans le même ordre d'idées, M. Belhimer a ajouté que «tout indique que l'issue ne sera pas forcément celle que l'on compte, et que dans ce scénario, le danger n'est pas toujours là où il est annoncé ou attendu».

H. G./APS

Blida

Réouverture des deux unités Danone-Algérie et Celia après la levée des réserves

■ La direction du Commerce de la wilaya de Blida a donné son accord pour la réouverture des unités de production de lait et dérivés, «Danone-Algérie» et «Celia», et ce, après la levée des réserves émises récemment concernant l'absence d'hygiène qui a donné lieu à la décision de fermeture à titre conservatoire de ces deux établissements, a indiqué, dimanche soir, le directeur local du commerce.

Par Salem L.

Dans une déclaration à l'APS, Djamel Abbad a précisé que ses services, après s'être enquis, lors de leur dernière visite d'inspection aux deux unités de Danone et de Celia, où il a été fait constat du respect, par les responsables des deux unités susmentionnées, des règles d'hygiène, ont donné leur accord pour la réouverture et la reprise de l'activité au niveau de leurs unités de production. Pour rappel, la Direction du commerce avait pris, le 3 mars, une décision de fermeture de l'Unité de la production de produits laitiers «Danone-Algérie», du retrait du marché de tous les



pot de yaourt de l'unité de Blida fabriqués avant le 15 janvier 2020, en raison du non-respect des conditions de la chaîne de production et de l'absence d'hygiène au niveau de l'unité, jusqu'à la levée de ces réserves. Un procès-verbal a été également établi à l'encontre des responsables de l'unité, comme l'a indiqué auparavant à l'APS le même responsable. La Direction du commerce de Blida avait, une semaine après, procédé à la suspension à titre conservatoire de la chaîne de production de fromage de la laiterie «Celia» de Beni Tamou, pour non-respect des règles de production et d'hygiène, avec transfert du dossier à la Justice. S.

Numérisation/Application

Le ministère du Commerce lance une première application contenant un guide du consommateur algérien

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a présidé, dimanche, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des droits du consommateur, le lancement de la première application contenant un guide du consommateur algérien, indiquant que cette démarche intervenait en adéquation avec le programme du gouvernement algérien visant le développement et l'élargissement de la numérisation dans tous les domaines. Lors de la cérémonie du lancement de cette application organisée au siège du ministère en présence du ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, M. Rezig a déclaré que le guide du consommateur algérien en tant que première expérience en son genre en Algérie, conçu dans les deux langues, arabe et française, se veut un référent scientifique pour les consommateurs, les professionnels, les associations de protection du consommateur et les cadres des autorités publiques concernées par la consommation. L'application contient des fichiers techniques traitant des différents sujets dont le consommateur, les associations de protection du consom-

mateur et les assurances (assurance véhicule, assurance contre les catastrophes naturelles et assurance multirisque sur les logements), les contrats (dont les clauses abusives), la mise à disposition des marchandises et des services, l'autorité de contrôle ainsi que les factures d'électricité, d'eau, de gaz et de téléphone, a fait savoir le ministre. Entre autres avantages octroyés par ce guide électronique, le ministre a relevé qu'il met à la disposition du consommateur les éléments lui permettant de connaître ses droits, ses devoirs et sa protection des dépassements ainsi qu'un meilleur usage des recours possibles. Il permet également de former les opérateurs économiques pour qu'ils ne soient pas spécialisés uniquement dans la vente de marchandises et la prestation de services, mais aussi être une source efficace pour l'information et l'orientation du consommateur. Le guide électronique contribue également à la relance du dialogue entre les secteurs public et privé et à la formation des fonctionnaires et des opérateurs pour une interaction fructifiée avec les associations du consommateur,

a ajouté le ministre. Ce guide est conçu pour être un outil de développement qui accompagne la vitesse du développement de la loi algérienne suivant les exigences du consommateur et le marché, aussi bien qu'un outil dynamique nécessitant l'installation d'une équipe multidisciplinaire au niveau du ministère du Commerce, ayant pour mission l'actualisation continue du guide, poursuit le ministre. Le ministre du Commerce a souligné que le guide est mis au service de tous pour sa première publication dans son édition numérique et disponible sur la plateforme de téléchargement «Playstore», ajoutant que ce guide sera traduit prochainement en langue anglaise. Aucune perturbation dans l'approvisionnement du marché à cause du coronavirus Le ministre a fait savoir que son département a décidé d'«annuler toutes les festivités et manifestations prévues à travers le territoire national à cause de la propagation du coronavirus». Répondant à une question sur une éventuelle perturbation dans l'approvisionnement du marché local en produits de base à cause de coronavirus, M. Rezig a assuré que «cela n'est pas

envisageable et que les stocks contiennent des quantités pour approvisionner le marché jusqu'à la fin de l'année, au pire en produits commerciaux ou agricoles». «Plusieurs mesures avaient été prises pour assurer un approvisionnement régulier du marché, notamment au vu de la forte demande enregistrée durant le mois de ramadhan», a-t-il rassuré, relevant que le ministère du Commerce suit de près l'évolution du coronavirus et l'approvisionnement du marché, et ce, en coordination avec les ministères de l'Agriculture et de l'Industrie en vue de garantir l'abondance de tous les produits. Le ministère, a-t-il ajouté, a mobilisé ses laboratoires et des laboratoires relevant d'autres secteurs pour contrôler tous les produits proposés sur le marché et garantir leur qualité. Pour sa part, M. Bekkai a fait savoir qu'un groupe de travail a été installé pour suivre l'évolution du marché local et extérieur, notamment les marchés qui constituent une source d'approvisionnement du marché national, et ce, après la propagation du coronavirus dans certains pays avec lesquels l'Algérie entretient des partenariats commerciaux. Par ailleurs,

il a annoncé «le lancement prochain d'une application dédiée au commerce extérieur, permettant aux exportateurs de prendre connaissance de toutes les mesures et lois relatives à ce domaine».

Dali B.

Energie Signature d'un mémoire d'entente entre Sonatrach et Chevron

LA COMPAGNIE nationale des hydrocarbures (Sonatrach) et la compagnie pétrolière américaine Chevron ont procédé à la signature d'un mémorandum d'entente pour engager des discussions conjointes sur les opportunités de partenariat dans l'industrie des hydrocarbures, a indiqué, hier, un communiqué de Sonatrach. Le mémorandum, conclu le 12 mars en cours, concerne «les opportunités d'exploration, de développement et d'exploitation d'hydrocarbures en Algérie, notamment à la suite de la promulgation de la nouvelle loi algérienne sur les hydrocarbures», a précisé la même source. «Ce mémorandum d'entente confirme la volonté des deux parties à développer leur partenariat dans l'industrie des hydrocarbures en Algérie, devant permettre une maîtrise et un transfert de technologies et de savoir-faire dans divers segments de l'industrie pétrolière et gazière», ajoute le communiqué. R. E.

Changes

L'euro grimpe légèrement face au dollar

L'euro grimpeait légèrement hier face au dollar, profitant de la décision de la Réserve fédérale américaine (Fed) de baisser radicalement ses taux d'intérêt. Vers 10h00 GMT (11h00 à Alger), l'euro prenait 0,76 % face au billet vert, à 1,1192 dollar, peu après avoir touché 1,1237 dollar. La Banque centrale américaine a brutalement baissé ses taux dans une fourchette comprise entre 0 et

0,25 % dimanche, afin de contrer une baisse de la croissance au deuxième trimestre et rassurer les marchés face aux ravages de l'épidémie du nouveau coronavirus. La dernière fois que la Fed avait abaissé ses taux à un tel niveau remonte à décembre 2008, en pleine crise financière mondiale. Elle n'avait commencé à les remonter que sept ans plus tard. «La réserve fédérale a paniqué. Elle n'a pas juste sorti le

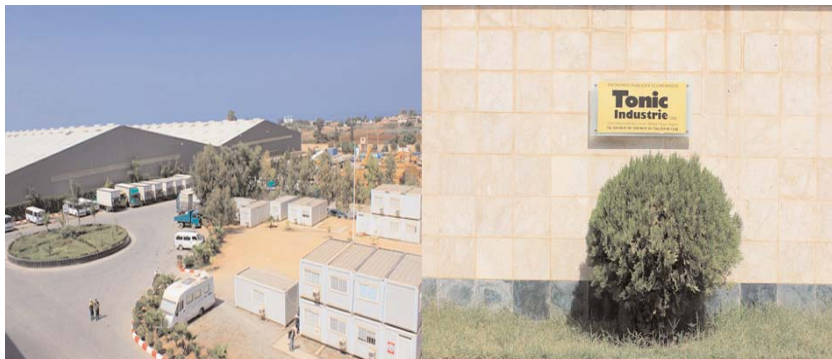
bazooca mais a lâché une bombe atomique de liquidités», a commenté un analyste pour Markets.com. Des taux d'intérêt plus bas rendent la devise moins rémunératrice et donc moins attractive pour les cambistes. «L'euro est devenu la prune pour tous les investisseurs car la Banque centrale européenne n'a pas réduit son taux d'intérêt lors de sa récente réunion», a estimé un autre ana-

lyste pour Avatrade, qui rappelle que «le taux d'intérêt de la BCE se situe déjà en-dessous de zéro», ce qui lui laisse moins de marge de manœuvre. Pour Jerome Powell, président de la Fed, des taux négatifs ne sont toutefois pas adaptés à la situation aux Etats-Unis. La Réserve fédérale a précisé qu'elle maintiendrait ces taux jusqu'à ce que la crise soit passée.

May B.

Groupe «Tonic Industrie» de Tipasa

Poursuite de la grève en dépit des mesures prises par le conseil d'administration



Par Hania T.

En effet, les travailleurs au nombre de près de 2 400, campent toujours sur leurs positions et refusent de reprendre le travail, jusqu'à «proposition de solutions définitives et sérieuses», disent-ils, à la crise à laquelle fait face ce groupe, leader de l'industrie du papier en Algérie, et comptant 11 unités de production. Les travailleurs estiment que les décisions prises par le conseil d'ad-

ministration sont des «mesures de bricolage», a indiqué à l'APS le représentant de la section syndicale de l'UGTA, Farid Zirarki. Ajoutant que ces derniers (travailleurs) ont rejeté les appels du syndicat pour la reprise du travail, à cause de ce qu'ils ont qualifié du «désordre régnant dans le versement des arriérés des salaires, au moment où aucune fiche de paye ne leur a été remise», a-t-il expliqué. Ils ont, également, exprimé leur crainte le ver-

sement des arriérés de salaires a été pris en charge par le conseil d'administration et non par le service des salaires de l'administration générale du groupe, actuellement à «l'arrêt et dans une grande confusion dans les comptes», a souligné le même responsable. Les travailleurs s'interrogent, en outre, sur «le degré de sérieux de l'administration à trouver des solutions efficaces, de même que sur le sort des salaires de février et de mars en cours, outre le flou

■ Les travailleurs du Groupe public de l'industrie de papier et d'emballage «Tonic Industrie» de Tipasa poursuivent toujours leur grève ouverte enclenchée depuis le 17 février dernier, en dépit des mesures prises par le conseil d'administration pour la reprise de l'activité, a-t-on constaté.

entourant leur avenir», selon la même source. La section syndicale du groupe a initié, aujourd'hui lundi, une rencontre avec les directeurs des unités de production, en coordination avec les travailleurs, en vue de l'examen des développements de la situation et des solutions pour y faire face. Le Groupe public de l'industrie de papier et d'emballage «Tonic Industrie» de Tipasa avait annoncé, jeudi dernier, une somme de mesures pour le règlement des arriérés des salaires des travailleurs, et mettre un terme à leur grève ouverte, qui en est à sa 4^e semaine. Le conseil d'administration a pris des mesures pour le règlement des arriérés des salaires non versés

depuis octobre dernier, et constituant l'une des principales causes de cette grève ouverte, avait indiqué précédemment, à l'APS, la directrice de la communication auprès du Groupe, Nabila Ouchar. Elle a fait part du versement de 30% des arriérés des salaires des mois d'octobre et novembre, avec le règlement de la totalité du mois de décembre. Le salaire du mois de janvier 2020 sera versé le 15 mars au plus tard, avait-elle assuré. Au sujet du 2^e volet des revendications des travailleurs, M^{me} Nabila Ouchar a rappelé que le dossier du crédit à l'exploitation auprès de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) en est à la phase finale et que l'accord de principe significatif au groupe «Tonic Industrie», en vue de la prise en charge des questions de l'importation des matières premières et des pièces détachées. La responsable a, par la même, lancé un appel à tous les travailleurs les invitant à reprendre l'activité, eu égard au préjudice financier considérable subi par le groupe qui a déjà un déficit de 10 Mds DA, au moment où son capital ne dépasse pas les 30 Mds DA.

H. T./APS

Bouira

Plus de 48 millions de dinars de crédit R'fig accordés aux agriculteurs

Un montant global estimé à plus de 48 millions DA a été accordé aux agriculteurs de Bouira dans le cadre du crédit R'fig, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des services agricoles (DSA). Selon les détails fournis par la chargée de la communication à la DSA, Salima Kerkoud, plusieurs dizaines d'agriculteurs ont déposé leurs demandes pour bénéficier du crédit R'fig. «Le montant global qui leur a été accordé a dépassé les 48 millions DA», a précisé l'APS M^{me} Kerkoud. Par

ailleurs, la même responsable a indiqué qu'un système d'irrigation d'appoint a déjà été mis en service pour irriguer 7 615 hectares repartis sur le plateau d'El Asnam, vallée du Sahel et périmètre des Arribs à Ain Bessam. Pour la superficie globale emblavée, elle est de l'ordre de 69 389 hectares de céréales, a encore précisé Mme Kerkoud. «Plus de 38 millions DA ont été alloués pour l'achat de matériel d'irrigation destiné aux agriculteurs pour leur permettre de bénéficier de cette irri-

gation d'appoint notamment en cette période de sécheresse», a-t-elle ajouté. Les services agricoles appellent également les agriculteurs à se rapprocher de leurs services afin de les aider à louer d'autres matériels et profiter de cette opération d'irrigation. «Les barages de Tiledit, Sed Lakhal et quelques retenues collinaires approvisionnent cette opération en eau nécessaire», a expliqué la chargée de la communication de la DSA.

Tahar F.

Propagation du coronavirus en Europe

Oran retient son souffle, spéculer et espère

Avec la propagation du coronavirus en Europe, notamment en Espagne et en France, Oran, considérée comme une zone à risque du fait de l'importance des échanges aériens et maritimes avec l'Europe, retient son souffle. L'angoisse est palpable. Le nom de «coronavirus» est sur toutes les langues. Grands et petits craignent ce virus qui a déjà tué des centaines de personnes dans le monde. La fulgurante propagation de cette pandémie en Espagne, avec qui la capitale de l'Ouest du pays entretient des relations commerciales très étroites, fait monter la pression d'un cran. Pourtant, le quotidien des Oranais ne semble pas aussi perturbé que ça. Les rues sont bondées et les cafés pleins. Les espaces verts et de loisirs sont envahis par les enfants, les centres commerciaux sont comme d'habitude prêts à accueillir une clientèle habituelle et les ménagères qui veulent profiter des vacances scolaires pour faire leurs emplettes. A part un petit nombre de personnes qui portent des masques dans les espaces publics, rien ne semble

perturber le quotidien des Oranais. Au marché d'Es-Seddikia, un quinquagénaire qui s'apprêtait à acheter un «sandwich-karène» à un vendeur ambulancier, ne semble pas réaliser le potentiel danger de son acte dans le contexte actuel. Dans un éclat de rire, il estime que «Dieu seul détient le pouvoir de la mort et de la vie» et, de ce fait, il s'en remet «entièrement au Créateur». D'autres clients, présents sur place, soutiennent sa thèse. «Es-Settar Allah» (Allah est le protecteur) répliquent-ils à l'unisson. Le fait qu'aucun cas positif n'a été enregistré à Oran est pour eux un

argument supplémentaire. «Il est inutile de prendre des précautions à l'avance», a estimé l'un d'eux. Ceux qui portent des masques ne partagent pas cet avis. Une mère, accompagnée de ses deux filles, rencontrées au marché de l'USTO, ont affirmé qu'elles ont décidé de porter des masques, après avoir entendu, samedi, les appels des autorités à la vigilance. «Nous savons déjà que le virus a une période d'incubation qui peut aller jusqu'à 28 jours», a souligné cette mère, qui n'exclut pas l'éventualité que d'autres cas existeraient et ne sont pas encore détectables. Réda, un fonction-

naire d'une cinquantaine d'années, porte déjà un masque depuis plusieurs jours. «Il ne faut pas plaisanter avec les choses sérieuses», dit-il. La visite de plusieurs membres de sa famille résidant en Europe a éveillé et attisé ses craintes. «Même s'ils semblent en pleine forme et bien portants, je ne peux être sûr qu'ils ne portent pas le virus», a-t-il souligné. L'activité commerciale ne semble pas ralentie. Les commerces maintiennent leur rythme habituel. Les pharmaciens notent un engouement sur les masques et les gels désinfectants, avec toutefois une majoration notable

de leurs prix quand ils sont disponibles. Les magasins d'alimentation générale et les supérettes enregistrent une légère tendance des clients à faire des provisions, notamment pour les produits de large consommation et non périssables. «Ce n'est pas encore la panique», souligne un commerçant. En attendant l'évolution de la situation dans un sens ou dans un autre, Oran, comme le reste des villes du pays, retient son souffle et s'interroge sur la disponibilité ou non des moyens pour prendre en charge les malades en cas d'épidémie. Oran spéculer et espère.

Omar G.

Batna

Plus de 2 800 comprimés psychotropes hallucinogènes saisis

Pas moins de 2 802 comprimés psychotropes hallucinogènes de différents types ont été saisis et 28 individus dont des repris de justice arrêtés dans la wilaya de Batna par les éléments de la sûreté de wilaya lors d'opérations distinctes, a-t-on appris dimanche auprès de la cellule d'information et de communication de ce corps constitué. Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de wilaya ont saisi ces produits hallucinogènes

en sus d'une quantité de 205,2 grammes de kif traité dans différents quartiers du chef-lieu de wilaya, dont Bouakeul, Kamouni, la station et le parc à fourrage, a précisé la même source, soulignant que 14 individus, âgés entre 23 et 33 ans, dont des repris de justice, ont été arrêtés dans le cadre de cette opération. Par ailleurs, les services de sûreté de la daïra de Barika ont mis hors état de nuire un groupe de malfaiteurs, composé de 14 individus,

âgés entre 25 et 35 ans, a ajouté la même source, notant que les prévenus, dont des repris de justice, sont impliqués dans des affaires de vol et de possession d'armes blanches. La valeur des objets volés a été évaluée à environ 16 millions de dinars, a-t-on noté. Les enquêtes de ces différentes opérations ont été menées en un laps de temps et les présumés coupables ont été traduits en justice, a-t-on indiqué.

R. R.

Sahara occidental/ Comité national de vigilance contre le coronavirus

Le président de la République préside une réunion du bureau permanent

■ Le président de la République, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a présidé une réunion conjointe entre le bureau permanent du secrétariat national du Front Polisario et le Comité national pour la vigilance contre le coronavirus.

Par Ghania C.

La réunion a abordé les travaux du Comité au cours de la période écoulée, en particulier la campagne nationale de sensibilisation contre le coronavirus, les mesures préventives à suivre et la création d'extensions régionales du Comité.

Dans un discours directif, le président de la République a salué les efforts du Comité national de vigilance contre les coronavirus émergents, soulignant la nécessité pour toutes les autorités et les citoyens de coopérer sérieusement et strictement à la mise en œuvre des procédures fixées par le Comité, en mettant l'accent sur l'aspect préventif.

Il a demandé instamment qu'un suivi attentif et continu de l'évolution du coronavirus soit



assuré et qu'un mécanisme national soit créé à cette fin,

impliquant toutes les autorités, à partir du niveau central et jus-

qu'au niveau de base.

Le président de la République a salué les efforts déployés, notant la stabilité globale de la

situation sanitaire et soulignant que tous les citoyens et autorités sont appelés à maintenir un état d'alerte, de vigilance et de suivi constant sur l'évolution de la question.

Il a précisé que les précautions nécessaires devraient être prises et se préparer à prendre les décisions qui pourraient être nécessaires, y compris l'adaptation ou la révision des programmes prévus, d'une manière appropriée à ces évolutions et à leurs répercussions, au pays et à l'étranger, tel que le programme d'été «Vacances en paix».

Enfin, le président de la République a souligné la nécessité d'intensifier la campagne de sensibilisation, à travers les médias disponibles, et la contribution responsable de tous pour le succès des étapes pratiques, l'organisation d'une semaine de

la santé, en se concentrant sur des aspects importants tels que le renforcement de la protection et des soins, l'hygiène, l'environnement, la surveillance des zones libérées, des entrées et des passages aux frontières internationales et le respect des mesures sanitaires adoptées pour faire face à cette pandémie.

G. C./SPS

Maroc

La suspension des cours ne signifie aucunement vacances scolaires, prévient le gouvernement

LES MINISTÈRES de l'Intérieur, de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Santé informent les élèves, les étudiants, les stagiaires et leurs parents, ainsi que l'ensemble des citoyens que la suspension des cours à partir du lundi 16 mars 2020 ne signifie aucunement l'instauration de vacances scolaires exceptionnelles mais juste l'arrêt des cours présentiels et leur remplacement par des cours à distance.

Cette suspension s'inscrit dans le cadre des mesures exceptionnelles de prévention visant à protéger la santé des élèves, des étudiants, des stagiaires, et de l'ensemble des citoyens appelés à respecter les règles d'hygiène, à éviter les poignées de mains, et à ne pas entrer en contact avec des personnes âgées ou dont la santé est particulièrement fragile, précisent les ministères dans un communiqué conjoint.

Les élèves, les étudiants et les stagiaires sont ainsi appelés à demeurer chez eux, à ne pas voyager et à ne pas pratiquer d'activités ludiques, sportives ou toutes autres activités et à suivre les cours qui seront diffusés à partir du lundi 16 mars 2020 à travers le portail électronique «TilmidTICE» ou via la chaîne de télévision «Arrabia», selon la même source.

A noter que dans le cadre des mesures préventives prises pour faire face au danger de propagation du nouveau coronavirus au niveau du territoire national, les pouvoirs publics avaient décidé l'interdiction de tous les rassemblements publics auxquels prennent part plus de 50 personnes, ainsi que l'annulation de l'ensemble des manifestations et rencontres sportives, culturelles et artistiques.

T. G.

Mauritanie

Après un test négatif sur un employé, les restrictions de déplacements sur le site de Tasiyzt levées

Les restrictions de déplacements sur le site de Tasiyzt suite à la découverte d'un cas de fièvre suspect ont été levées très tôt ce jeudi, a-t-on appris de source sur place.

Elles font suite à l'annonce des résultats négatifs du test dans le dépistage du coronavirus sur un employé revenu récemment d'Allemagne et qui avait présenté une forte fièvre à la clinique de l'entreprise, plus de 200 km au nord de Nouakchott, la capitale.

Une mission médicale du département de la santé avait été dépêchée sur les lieux pour recueillir les informations liées à cette grippe.

Les employés de l'entreprise, dont certains avaient été en contact avec le patient, interdits de sortir des lieux du travail, ont été soulagés par un message interne de l'entreprise concluant aux résultats négatifs du test sur leur collègue.

Depuis mardi, les Mauritanais retenaient leur

souffle et exorcisaient cette éventualité de la présence du virus dont la situation est devenue pandémique dans le monde. Les autorités politiques ont également décidé de renforcer le contrôle aux frontières et interdire d'accès les visites en provenance de certains pays particulièrement touchés.

Un communiqué officiel sur cette première fausse alerte serait actuellement en préparation avant sa distribution aux médias.

Le FMI préconise l'augmentation des dépenses sociales en Mauritanie

Le Fonds monétaire international a recommandé au gouvernement mauritanien d'augmenter les dépenses sociales, en particulier celles de l'éducation, de la santé et des infrastructures, a annoncé, mercredi à Nouakchott, son chef de mission dans le pays, Eric Mottu.

«Une telle augmentation a pour but de répondre aux besoins de la population, de soutenir une croissance forte et inclusive et de créer des emplois», a expliqué M. Mottu dans une déclaration à la presse, après un entretien avec le président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

Il a précisé que le FMI a conclu avec les autorités mauritaniennes la 5^e revue du programme qui «continue d'être mise en œuvre de manière satisfaisante».

L'entretien avec le président mauritanien, selon M. Mottu, a permis de discuter des politiques économiques suivies par son pays, notamment la poursuite des politiques budgétaires et monétaires maîtrisées et prudentes pour maintenir les grands équilibres macroéconomiques et la viabilité de la dette.

M. Mottu a préconisé, à ce sujet, la poursuite des réformes, surtout l'amélioration de la collecte des impôts et des douanes,

l'augmentation de l'efficacité des processus budgétaires et l'activation de la politique monétaire.

«Il s'agit également de renforcer les normes prudentielles pour les banques, de garantir un environnement des affaires favorable au développement du secteur privé et de renforcer la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption», a-t-il ajouté. Les discussions ont aussi porté sur la conjoncture mondiale qui est très perturbée par l'épidémie de coronavirus.

«Bien que la Mauritanie ne soit pas touchée par le virus jusqu'à présent, un ralentissement de l'économie mondiale pourrait affecter la croissance dans le pays et ses exportations de matières premières», a redouté M. Mottu.

Il a souligné que le Fonds suit ces développements de près et qu'il est prêt à tout moment à soutenir la Mauritanie financièrement en cas de besoin.

Mohamed Moctar

Tunisie

Le ministère de la Justice suspend le travail dans tous les tribunaux

Le travail est suspendu dans tous les tribunaux de la Tunisie, depuis hier, 16 mars 2020, jusqu'à nouvel ordre, a annoncé le ministère de la Justice, dimanche.

Cette décision intervient dans le cadre de la préservation de la santé générale et celle du personnel exerçant dans le secteur de la justice, a précisé le département ministériel, dans un communiqué.

Le ministère avait déjà publié, le 11 mars, une note dans laquelle, il a recommandé une série de mesures de prévention contre une

éventuelle prolifération du coronavirus.

Les cas confirmés de contamination par le coronavirus ont atteint, jusqu'à ce dimanche 15 mars 2020, 20 cas, dont 11 cas de ressortissants tunisiens revenant de l'étranger et 9 personnes résidant en Tunisie, selon le ministère de la Santé publique.

Le journal «Al Dhamir» vient de publier les résultats d'une étude statistique de l'Association tunisienne de lutte contre la corruption, sur le temps de travail des fonctionnaires tunisiens. Il apparaît selon cette étude

que le temps de travail d'un fonctionnaire tunisien ne dépasse pas 8 minutes par jour, pour 105 jours de travail par an (une année de 365 jours).

Pour les 800 000 fonctionnaires de l'administration, le taux d'absentéisme atteint les 60 % contre 10 % seulement dans le privé, sachant que les femmes s'absentent plus dans la Fonction publique que les hommes, sans parler de ceux et celles qui sont juste là pour marquer leur présence.

Dila T.



États-Unis

Unis contre Trump, Biden et Sanders s'écharpent sur leur passé

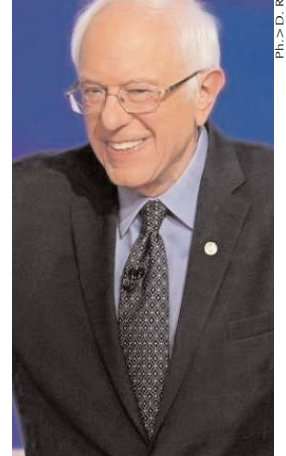
■ Joe Biden et Bernie Sanders se sont vivement reproché certains de leurs choix politiques passés lors de leur premier duel télévisé des primaires démocrates, tout en s'unissant pour dénoncer la gestion par Donald Trump de la pandémie due au coronavirus.

Par Rosa C.

Grand favori pour l'investiture démocrate, le candidat modéré Joe Biden s'est engagé pour la première fois à choisir une femme pour briguer la vice-présidence lors de l'élection présidentielle de novembre face au milliardaire républicain. Son rival, nettement plus marqué à gauche, a ensuite assuré qu'il choisirait aussi «selon toute vraisemblance» une colistière. La crise sanitaire a ouvert et bouclé le débat entre les deux septuagénaires, désormais seuls à pouvoir décrocher l'investiture démocrate. Estimant qu'il fallait déclarer «la guerre» au coronavirus et «faire beaucoup plus que ce qu'a fait» Donald Trump, Joe Biden n'a pas hésité à évoquer de grands moyens. «J'aurais

recours à l'armée immédiate», a martelé l'ancien vice-président de Barack Obama d'un ton martial. «Les militaires ont la capacité de construire des hôpitaux de 500 lits» dont le pays «a besoin», Bernie Sanders, 78 ans, a accusé l'hôte de la Maison-Blanche de «saper» le travail des experts. «Nous devons faire taire ce président dès maintenant», a lancé le sénateur socialiste. «Il est inacceptable de l'entendre débâter sur des informations non factuelles». En perte de vitesse, ce dernier a toutefois aussi tenté de se saisir de la crise pour démontrer les failles du système américain en poussant ses propositions-phares, comme la couverture maladie publique universelle. S'ils se sont écharpés sur leurs bilans respectifs – armes à feu, vaste plan de sauvetage des banques

en 2008, guerre en Irak... – ils ont aussi promis un front commun face au président républicain. Sur l'accès à la santé, l'éducation, le problème des lourdes dettes étudiantes, la lutte contre le changement climatique qui «menace l'humanité» : «Nous sommes tous les deux d'accord», a souligné Joe Biden, 77 ans, estimant que les divergences portaient uniquement sur des «détails». En revanche, «nous sommes en désaccord fondamental avec le président», a-t-il assuré. «Nous devons battre Donald Trump», a donc exhorté celui qui, attendu sur ses gaffes et faux pas réguliers, a fait une bonne prestation. «Bernie» a répondu qu'il ferait «tout ce qui est humainement possible pour battre Donald Trump». Plombé par l'épidémie, le débat a eu lieu à Washington en l'absence de tout public et les pupitres des candidats se trouvaient à 1,80 mètre de distance par précaution. Respectant les consignes de prévention, les rivaux ne se sont pas serrés la main, préférant se donner un petit coup de



coude. Après des débuts calamiteux dans le processus des primaires, Joe Biden a fait un come-back spectaculaire et a rassemblé derrière lui le camp modéré. Il domine les intentions de vote, souvent avec plus de vingt points d'avance sur Bernie Sanders. Le sénateur a fait le chemin inverse, enchaînant les défaites en mars après avoir été

le favori à l'issue des premiers votes. Au lendemain d'un échec lourd de symboles dans le Michigan, bastion industriel du Midwest, il avait d'ailleurs reconnu mercredi avoir perdu, pour l'heure, un enjeu crucial de ces primaires: convaincre qu'il est capable d'empêcher le milliardaire républicain d'empocher un second mandat. R. C.



Commentaire

Municipales

Par Fouzia Mahmoudi

Il semblerait aujourd'hui après plusieurs révélations de proches d'Emmanuel Macron, que le président français qui était décidé jeudi dernier à annuler les élections municipales de ce dimanche, ait finalement cédé face aux menaces de la droite qui aurait menacé de crier au coup d'État. Pourtant, Macron et son équipe avaient visiblement raison au vu du taux de participation de 46% à ce premier tour des municipales dont de nombreux résultats risquent finalement d'être invalidés. D'ailleurs, de nombreux médecins, ainsi que plusieurs personnalités politiques, demandent un report d'un second tour, «impossible à organiser». De l'écologiste Yannick Jadot à la présidente du RN, Marine Le Pen, des Républicains Guillaume Peltier et Bruno Retailleau à l'Insoumis François Ruffin, tous ont demandé «solennellement» à Emmanuel Macron de reporter le second tour pour «faire prévaloir en toutes circonstances la santé des Français», selon les termes de Yannick Jadot. «On est dans un temps où le sanitaire l'emporte. Je pense qu'il faudra repousser les élections pour le deuxième tour», a fait valoir Bruno Retailleau, pour souligner le contexte très particulier. «Je pense que ça sera très difficile d'organiser dimanche le second tour si on voit la courbe des contaminations et des gens gravement malades», a ajouté le président du groupe LR au Sénat. «Nous sommes prêts à envisager le report du second tour», a appuyé le vice-président délégué des Républicains, Guillaume Peltier. Dans la soirée de dimanche, le ministre de la Santé, Olivier Véran, annonçait ainsi un nouveau bilan inquiétant faisant état de 127 morts et de 5 423 cas de contamination confirmés en France. Des chiffres en forte progression. Ce second tour «n'aura manifestement pas lieu, compte tenu de l'aggravation visible de l'épidémie. Il faut considérer comme acquises les élections du premier tour et reporter les autres dans quelques mois quand l'épidémie sera jugulée», a aussitôt affirmé Marine Le Pen. Avant l'annonce des résultats, un dirigeant de la majorité n'imaginait pourtant pas une seconde l'annulation du second tour. «Je ne vois pas d'un point de vue pratique comment on reporte. Ça veut dire qu'on passe pour des cons, parce qu'on a raté le coche jeudi», fulminait-il. «Qu'est-ce qu'on va faire des maires élus dès le premier tour ? On leur dit qu'ils ne sont finalement pas élus ?» s'interrogeait aussi un autre haut gradé qui avait bataillé auprès du président de la République pour obtenir le report de l'élection, dès jeudi. «On va regarder comment faire», assurait un ministre de premier plan. «Il faut voir si on acte le premier tour, ou bien si on reporte les deux tours, et voir si constitutionnellement nous avons besoin d'une loi. Dimanche prochain, il y aura forcément encore plus de personnes infectées». Emmanuel Macron aura ainsi à décider s'il reporte le second tour, ou s'il décide de faire annuler totalement le scrutin du premier tour et décaler les municipales de quelques mois pour permettre aux Français de voter sereinement pour un scrutin qui leur tient habituellement à cœur car les concernant au plus près. F. M.

Israël

Gantz doit être chargé de former le prochain gouvernement

Le dirigeant centriste, Benny Gantz, rival du Premier ministre Benjamin Netanyahu, doit être mandaté par le président israélien pour former un gouvernement, et tenter de sortir le pays d'une longue crise politique, au moment il doit faire face à la pandémie du nouveau coronavirus. Au terme des consultations entamées dimanche avec les représentants des partis élus au Parlement à l'issue des législatives du 2 mars, «61 députés ont recommandé Benny Gantz, contre 58 députés» pour M. Netanyahu, a indiqué le bureau du président dans un communiqué. Ce vote est un revers pour le chef du parti de droite Likoud, Premier ministre le plus pérenne de l'histoire d'Israël. Mais il ne signale pas forcément la fin de son règne: dimanche soir, le président Reuven Rivlin a convoqué d'urgence MM. Netanyahu et Gantz et appelé les deux rivaux à former un gouvernement d'union «le plus tôt possible», afin de se concentrer sur la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus en Israël, où 250 cas de contamination ont été recensés et où des dizaines de milliers de personnes sont confinées. Ces discussions n'ont pas abouti et doivent se poursuivre, selon un communiqué commun du Likoud et de «Bleu-Blanc», le parti de Benny Gantz. Pour le commentateur politique Nahum Barnea, «le coronavirus est la clé

d'un accord». «Si les prévisions pessimistes sont correctes, la chose intelligente à faire (pour Benjamin Netanyahu) est de prendre acte et de s'asseoir à côté de «Bleu-Blanc» dans un gouvernement». En Israël, il est nécessaire d'être soutenu par 61 des 120 membres du Parlement pour constituer un cabinet, et le feuilleton politique dure désormais depuis près d'un an. A l'issue des précédentes élections d'avril et septembre 2019, aucun bloc n'était en effet parvenu à atteindre ce seuil. Bien que devancé par le Premier ministre sortant le 2 mars, M. Gantz, un ancien chef d'état-major de l'armée, a obtenu le soutien de la «Liste unie» des partis de la minorité arabe israélienne (15 sièges), qui l'ont recommandé auprès de M. Rivlin, ainsi que celui du parti de droite nationaliste laïque Israël Beiteinou d'Avigdor Lieberman. Malgré cela, il n'est pas certain que M. Gantz parvienne à former un gouvernement du fait des divergences entre ses soutiens – M. Lieberman a par le passé refusé de participer à un gouvernement soutenu par les partis arabes israéliens. Dans ce cas, le président Rivlin pourrait chercher «à accentuer la pression» tant sur M. Gantz que M. Netanyahu «pour qu'ils envisagent un gouvernement d'union», selon Gideon Rahat, professeur à l'Université hébraïque de

Jérusalem. A l'issue des deux précédents scrutins, M. Gantz avait refusé de participer à un gouvernement dirigé par M. Netanyahu, en raison de l'inculpation de ce dernier. Poursuivi pour corruption, malversation et abus de confiance dans trois affaires, M. Netanyahu appelle lui depuis plusieurs jours à la formation d'un gouvernement d'union nationale sous sa direction, en arguant de la nécessité de répondre à la crise du nouveau coronavirus. Premier chef de gouvernement de l'histoire d'Israël à être mis en examen en cours de mandat, Benjamin Netanyahu clame en outre son innocence et se dit victime d'une «chasse aux sorcières». Son procès, qui devait s'ouvrir aujourd'hui, a été reporté de deux mois «au vu de la propagation du coronavirus et selon les instructions limitant le travail des tribunaux», a annoncé le tribunal de Jérusalem. Une seule chose est acquise: cette semaine, les 120 membres de la 23^e Knesset (Parlement) prêteront serment et prendront officiellement leurs fonctions. La direction de la Knesset a annoncé que les députés prêteront serment trois par trois et que, conformément aux directives du ministère de la Santé, Il n'y aura «pas plus de 10 personnes en même temps dans la salle plénière».

Après l'annulation des rendez-vous culturels

Les artistes lancent des messages de sensibilisation et de vigilance

■ Des artistes algériens et personnalités publiques appellent à travers les réseaux sociaux à plus de vigilance pour éviter la contamination au virus corona. Chacun à sa manière, ils ont appelé à suivre les mesures de précaution et à éviter les lieux publics sans autant être pris par la panique.

Par Abla Selles

Les activités culturelles et artistiques sont reportées à une date ultérieure et les lieux publics sont fermés aux visiteurs afin d'éviter la contamination au coronavirus. Des soirées artistiques et des expositions sont aussi annulées sans donner une autre date. Cependant, un bon nombre d'artistes n'ont pas baissé les bras et travaillent à travers les réseaux sociaux sur la sensibilisation des citoyens. Il s'agit, pour eux, d'un devoir national.

En effet, l'interprète de musique andalouse, Zahia Benzenqli, est une des premiers artistes à lancer des messages de sensibilisation sur les réseaux sociaux. «Il vaut mieux prévenir que guérir, il ne faut surtout pas prendre les choses à la légère. Soyons vigilants et responsables», est le premier message envoyé par l'artiste à ses fans avant d'enchaîner en français, arabe et anglais : «Un appel à la sagesse pour bien contrôler les choses», «Évitons aussi tous les autres déplacements et regroupements inutiles. Soyons responsables, vigilants et conscients du danger qui nous guette !! On fait face à une pandémie du Covid-19 déclarée par l'OMS», «On doit jouer notre rôle dans la sensibilisation au sein de notre entourage familial, voisinage et entre collègues. Etre conscient nous évite la maladie», «Confinement + hygiène = protection antivirus».

Le chef d'orchestre Abdelhadi Boukoura a partagé, quant à lui, une vidéo sur les mesures de



prévention et mode de transmission de la maladie avant d'écrire : «La prévention, éviter, la foi. On va passer sans dégâts».

L'artiste Imène Sahir qui a mis une photo de profil sur laquelle est écrit «STOP COVID-19 STAY-HOME», a appelé les gens à plus de vigilance et à ne pas prendre les choses à la légère. Elle a écrit sur son mur facebook : «La vigilance nous met au-dessus de tous les périls», avant d'ajouter,

suite à la hausse du nombre des personnes atteintes par le coronavirus : «Restez chez vous. Le monde est en alerte à cause de cette pandémie qu'on ne pourra gérer face à un système de santé défaillant et nous on prend les choses à la légère ! Pensez à vos proches, vos parents, vos enfants ... Et arrêtez de jouer aux héros».

L'artiste Wahiba Rganem a lancé un message de vigilance



et de prudence en anglais : «Stay at home. Protect your community against Covid-19». Elle avait même appelé à retenir la leçon de l'Italie, un pays où l'atteinte du coronavirus a augmenté d'une façon remarquable dans un laps de temps à cause de l'inconscience des gens de la gravité de la maladie.

Pour sa part, l'artiste Amina Karadja appelle ses fans à ne pas céder à la panique et à ne

pas être égoïste. Sur son mur facebook, l'artiste a écrit : «Incroyable mais vrai, au magasin où je faisais mes courses un homme a rapproché son caddy du rayon et a fait glisser tous les paquets de pâtes sans distinction de marques, pourvu que ce soit des pâtes, sans évidemment penser aux autres qui étaient là pour faire leurs courses eux aussi. C'est la folie furieuse. Rabbi yostor».

A. S.

Festival Mawazine au Maroc

La dix-neuvième édition annulée à cause de la pandémie

Le 19^e Festival marocain «Mawazine rythmes du monde», prévu du 19 au 27 juin, est annulé en raison de la pandémie du nouveau coronavirus, ont annoncé dimanche les organisateurs. Cette décision a été prise «conformément aux mesures de sécurité préventives préconisées par les autorités marocaines et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui recommandent la restriction des grandes manifestations»,

explique l'association Maroc Cultures, organisatrice de l'événement. Fondé en 2001, le Festival marocain «Mawazine rythmes du monde» est le festival le plus important au Maroc et l'un des plus grands événements culturels de musique du monde. A chaque édition, le festival voit défiler plus d'une centaine d'artistes du monde entier. En 2019, il avait drainé 2,75 millions de spectateurs, selon ses organisateurs. A ce jour, 28 per-

sonnes ont été contaminées au Coronavirus dont une décédée, selon un bilan officiel du ministère de la Santé. Le Maroc a décidé de suspendre tous les vols internationaux pour lutter contre la propagation du Covid-19. Les cours ont été suspendus, les événements culturels et sportifs annulés et les rassemblements publics de plus de 50 personnes interdits sur l'ensemble du territoire.

L. B.

Suite à l'annulation des festivités culturelles

Des réalisateurs organisent les tapis rouges à domicile

Faute de pouvoir présenter leurs œuvres lors des festivals reportés ou annulés pour cause de coronavirus, des réalisateurs d'Hollywood cherchent des alternatives ingénieuses pour faire malgré tout parler d'eux, allant parfois jusqu'à organiser les fameux «tapis rouges»

dans leur salon. Des festivals très courus, comme South by Southwest (SXSW) au Texas ou Tribeca à New York ont jeté l'éponge en raison de la pandémie, chamboulant le marketing de quelques grosses productions, laissant sur le carreau des centaines de cinéastes indépen-

dants qui misaient sur ces projections pour vendre leurs films.

Les auteurs de «The Carnivores», un étrange mélange de thriller et de romance qui devait lancer sa promotion à SXSW, ont pris les choses en mains : la «première mondiale» aura bien lieu, au domicile du

réalisateur à Austin. «Nous avons un service traiteur, un tapis rouge, une photographe. On a même la presse locale», énumère Caleb Michael Johnson.

Le tapis rouge reliera le porche d'entrée à un stand de tacos dressé dans le jardin, traversant toute la maison. L'idée

est venue dans un bar, le soir même où les organisateurs ont dû se résoudre à annuler le festival d'Austin. «On n'était même pas vraiment ivres ! Notre première mondiale était prévue le samedi 14 mars et bon sang, on voulait que la projection ait lieu ce jour-là», explique à l'AFP le cinéaste Adam Minnick.

La star américaine David Arquette a choisi la même stratégie marketing pour un documentaire sur son passage controversé dans le monde du catch professionnel. En l'espace de 24h, l'acteur a réorganisé la présentation à son domicile près d'Hollywood : réalisateur rapatrié depuis la côte Est, ravitaillé en boissons diverses dans un supermarché de gros, et projection dans le séjour pour des invités installés sur les sofas ou assis par terre, raconte le Los Angeles Times.

R. I.

R. C.

A cause de la pandémie

Le box-office nord-américain au plus bas depuis 20 ans

Alors que l'activité a commencé à ralentir fortement aux Etats-Unis et au Canada pour lutter contre la propagation du coronavirus, les salles de cinéma se vident et les résultats du box-office sont au plus bas depuis deux décennies.

Entre les reports des grosses sorties par les studios ne souhaitant pas perdre d'argent et les fermetures, totales ou partielles, des salles, les 12 principaux films ont rapporté environ 51 millions de dollars ce week-end, selon les estimations publiées dimanche par

la société spécialisée Exhibitor Relations, un chiffre presque deux fois inférieur à celui du week-end dernier.

L'année dernière, à la même période, ce chiffre était presque de 130 millions de dollars.

En plus des gens qui décident de rester chez eux, les principaux opérateurs d'Amérique du Nord ont annoncé vendredi qu'ils allaient réduire la capacité de leurs salles de moitié pour permettre aux spectateurs d'être à bonne distance les uns des

autres et éviter la propagation du coronavirus. Certaines salles ont carrément décidé de fermer au public. Dans ce contexte difficile, c'est le film de Disney «En avant» qui finit pour la seconde semaine d'affilée à la première place du box-office, avec 10,5 millions de dollars, devant deux nouveautés : «J'y crois encore» (9,5 millions) et «Bloodshot» (9,3 millions). Selon la presse spécialisée, ces chiffres sont au plus bas depuis ceux d'un week-end de septembre 2000.



Nice suspend les entraînements Les internationaux algériens en confinement

L'OGC NICE (Ligue 1 française de football) où évolue trois internationaux algériens, a annoncé dimanche la suspension jusqu'à nouvel ordre des entraînements en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19). L'OGCN a fait savoir, dans un communiqué, que l'activité et les entraînements collectifs de l'équipe professionnelle étaient suspendus «jusqu'à nouvel ordre», alors que la reprise était initialement fixée à hier. Toutefois, le club niçois où évoluent Youcef Atal, Adam Ounas et Hicham Boudaoui, a fait savoir que «les soins sont maintenus pour les blessés qui seront convoqués individuellement. Pour les autres, un programme d'entretien athlétique leur sera transmis». L'OGC Nice emboîte ainsi le pas à d'autres clubs français qui avaient décidé de suspendre leurs entraîneurs, deux jours après la décision prise par la Ligue de football professionnel (LFP) de suspendre provisoirement les deux Ligues professionnelles jusqu'à

nouvel ordre. L'AS Monaco (Islam Slimani) a suspendu ses activités, alors que la reprise des entraînements devait avoir lieu mercredi. Idem pour Montpellier (Andy Delort), dont la suspension est jusqu'à nouvel ordre. La même décision a été prise par l'AS Saint-Etienne du milieu offensif Ryad Boudebouz. Angers SCO où évolue le milieu offensif Farid El-Mellali et le FC Metz du gardien de but Alexandre Oukidja ont fait de même. Pour la formation angevine, la reprise est fixée au 23 mars. Dijon FCO du milieu offensif Yassine Benzia, arrivé cet hiver en provenance de l'Olympiakos (Div.1 grecque), a indiqué que les entraînements devraient avoir lieu mercredi. En revanche, le FC Nantes du milieu récupérateur Mehdi Abeid continue à s'entraîner, en axant son travail sur la régénération physique et même des oppositions de 90 minutes. Nîmes Olympique de l'ailier Zinedine Ferhat n'a également pas interrompu les entraînements.

USM Alger

Antar Yahia confirme les contacts avec la direction

L'ANCIEN DÉFENSEUR international algérien, Antar Yahia, a confirmé dimanche ses contacts avec l'USM Alger pour le poste de directeur général, tout en soulignant qu'elles sont au stade préliminaire. «Effectivement, je suis en contact avec Achour Djelloul (P-dg du groupe Serport, ndr). A l'heure où je vous parle, nous sommes au stade du premier contact. Nous devons nous rencontrer et évoquer les choses. Je devais venir, mais nous avons reporté la réunion en raison du coronavirus», a indiqué Antar Yahia. Le groupe des services portuaires Serport est devenu l'actionnaire majoritaire de la société sportive par actions SSPA/USM Alger (Ligue 1 de football), après avoir racheté 94,34 % des actions du club algérois. Propriété de l'Entreprise des travaux publics ETRHB, dont le patron Ali Haddad est incarcéré, l'USMA avait subi de plein fouet les

répercussions de cette situation. Interrogé sur la question du futur DG, Achour Djelloul a affirmé que les perturbations du trafic aérien et maritime en raison du nouveau coronavirus (Covid-19) a retardé la désignation de ce futur responsable. «Antar Yahia devait se déplacer dimanche à Alger, mais nous avons dû reporter sa venue en raison du coronavirus. Ce n'est que partie remise», a-t-il affirmé à l'issue de la victoire de son équipe samedi à domicile face au MC Oran (4-1), à l'occasion de la 22^e journée, la première depuis le début de la phase retour. Antar Yahia (37 ans) avait quitté en novembre dernier son poste de manager général de l'US Orléans (Ligue 2/France). Il avait rejoint Orléans en tant que joueur en janvier 2016 en provenance d'Angers (Ligue 1/France), contribué à l'accession de son équipe en L2 avant d'être désigné manager général au mois de décembre de la même année.

Ligue 1 (22^e journée)

L'ESS et la JSK dos à dos

L'ES SÉTIF et la JS Kabylie ont fait match nul (0-0), dimanche au stade du 8-Mai-1945 de Sétif, pour le compte de la 22^e journée du Championnat de Ligue 1 de football. Ce match de parité permet aux Sétifiens qui carburent à plein régime depuis quelques journées déjà, de rejoindre le MC Alger (2^e, 37 pts) à la 2^e place du classement général de Ligue 1, ratant ainsi l'occasion de se rapprocher davantage du leader, le CR Belouizdad (1^{er}, 40 pts). De son côté, la JS Kabylie profite de ce match nul pour se hisser à la 3^e place avec un total de 36 points. Un peu plus tôt, le CS

Constantine s'était imposé devant l'US Biskra sur le score de 3 à 0, grâce aux buts inscrits par Yettou (38'), Abid (52') et Amokrane (75'). Cette victoire a permis aux Constantinois de se hisser à la 5^e place au classement général de Ligue 1 avec un total de 34 points, alors que l'US Biskra reste scotchée à la 14^e place avec 21 points. La 22^e journée du championnat de Ligue 1 se poursuit dimanche avec le déroulement, en ce moment, du match JS Saoura-CA Bordj Bou Arréridj.

Alors que le MJS a décidé l'arrêt de toutes les compétitions sportives

La FAF insiste sur la prévention et la vigilance

■ Les hautes instances sportives du pays multiplient les mesures de prévention et appellent aussi à plus de vigilance pour contrer le coronavirus (Covid-19) qui commence à se propager très sérieusement en Algérie.



Zetchi et la FAF souhaitent que les mesures de prévention soient respectées

Par Mahfoud M.

Ainsi, après les orientations du président de la République appelant à mettre en parenthèses les différents championnats de football, voilà que le MJS lui emboîte le pas avec cette annonce de l'arrêt complet de toutes les manifestations sportives (championnats et coupes), toutes disciplines confondues, jusqu'au 5 avril. Il a été décidé également la fermeture de toutes les infrastructures sportives, de jeunesse et de loisirs, jusqu'au 5 avril, sauf pour les athlètes qualifiés aux jeux Olympiques de Tokyo-2020 et ceux engagés dans les tournois qualificatifs, en concertation avec leurs fédérations et les services habilités du MJS. De son côté, la Fédération algérienne de football (FAF) a

demandé à tous les acteurs de respecter scrupuleusement les mesures préventives et éviter toute action qui pourrait nuire à la santé des sportifs en général. «Le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, qui préside également la cellule de suivi de la pandémie du coronavirus et suit de très près la situation dans le milieu du football national, lance un appel à tous les acteurs pour le strict respect des mesures préventives prises pour endiguer la propagation du Covid-19 pendant les rencontres de football, quelle que soit la division (professionnelle ou amateur), notamment le protocole d'avant, pendant et après-match», a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel. La FAF a pris, entre autres mesures, la décision de faire jouer les matchs des

Ligues I et II à huis clos, mais voyant que certaines de ces recommandations n'étaient pas prises en compte, elle a décidé de renvoyer les matchs restants de cette dernière journée ainsi que les deux prochaines journées au début du mois d'avril prochain. Les joueurs qui avaient pourtant été prévenus qu'il fallait éviter de serrer les mains et de fêter les réalisations en s'enlaçant, n'ont pas respecté ces mesures, d'où cette décision extrême de renvoyer les matchs du championnat à des dates ultérieures. Le sport en général est le milieu où le contact entre humains est le plus évident et c'est pour cela que les sportifs doivent être conscients du danger et éviter de s'exposer au risque d'être contaminés.

M. M.

Eliminatoires Mondial-2022

Les stades du 5-Juillet et Tchaker inspectés

Une équipe d'inspection de la Confédération africaine de football (CAF) séjourne en Algérie pour une mission de travail qui a pris fin hier et au cours de laquelle elle a inspecté les stades Mustapha-Tchaker (Blida) et 5-Juillet (Alger), sélectionnés par la Fédération algérienne de football (FAF) pour abriter les matchs des éliminatoires du Mondial-2022, a indiqué dimanche la FAF. Outre l'inspection de ces infrastructures, l'équipe de la CAF, composée de l'Egyptien Mazen Ahmed Marzouk Mohamed et de l'ancienne légende du football séné-

galais Khalilou Fadiga, a visité aussi les hôtels concernés lors des compétitions et les hôpitaux qui serviront pour les matchs dans le lieu concerné, a ajouté la même source. Dans un cadre subsidiaire, elle s'est rendue aussi dimanche au stade par l'Olympique d'Oran prévu pour les Jeux Méditerranéens 2021 selon la FAF. Cette visite de travail intervient suite à la circulaire de la CAF du 2 février 2020 relative au projet d'inspection des stades par l'instance continentale pour la prochaine campagne qualificative du Mondial-2022. L'inspection menée par l'équipe

de la CAF a porté sur les exigences du stade avec la remise de certificats (de sécurité et d'incendie, de test d'éclairage) et d'autres documents référents. «L'équipe de la CAF était accompagnée de Réda Ghezal (Secrétaire général adjoint de la FAF) et a souhaité à ce que les quelques réserves émises soient levées afin que les enceintes visitées soient d'un standard leur permettant d'accueillir les rencontres des éliminatoires du Mondial Qatar-2022 dont le coup d'envoi est prévu dès le mois d'octobre prochain», a conclu l'instance fédérale.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou /Prévention contre le coronavirus

Des mesures annoncées par divers services de la wilaya

PLUSIEURS mesures visant à prévenir contre la contamination et la propagation du coronavirus ont été annoncées ces derniers jours par divers services publics dans la wilaya de Tizi Ouzou.

Il s'agit de la direction du centre hospitalo-universitaire Nédir-Mohamed qui a pris la décision d'interdire les visites aux malades admis dans ses différents services afin de prévenir contre l'épidémie du nouveau virus.

La mesure pourrait être généralisée à travers les autres structures sanitaires accueillant des malades pour des hospitalisations, avon-nous appris de sources concordantes.

La direction locale du commerce a, pour sa part, invité les foires commerciales, hammams, salles des fêtes et jeux à suspendre leurs activités et les propriétaires des restaurants et de cafés à utiliser des ustensiles de cuisines jetables (assiettes, gobelets, cuillères, fourchettes et autres) afin de prévenir contre la propagation du coronavirus.

Même la direction des transports a invité les transporteurs à veiller au respect des conditions d'hygiène à l'inté-

rieur de leurs moyens de transport (bus, fourgons, taxis et autres). En effet, dans une note diffusée par la même direction à l'adresse des opérateurs de transports de voyageurs, de marchandises, des gérants des auto-écoles, des gérants des gares routières, des gares intermédiaires, des chefs de stations ferroviaires, responsables du transport par téléphérique et des contrôleurs techniques de l'automobile, il est demandé de désinfecter les lieux des moyens de transport et de doter les employés en équipements adéquats afin de parer à la propagation du coronavirus. Toujours au registre de sensibilisation contre la pandémie du nouveau virus, la radio locale multiplie les émissions consacrées à la question en conviant des responsables et des spécialistes de la santé.

A rappeler, enfin, que la wilaya de Tizi Ouzou a enregistré jusqu'à dimanche trois cas positifs de coronavirus parmi les 25 personnes suspectées de présenter des symptômes de l'épidémie, tous des cas importés par des résidents à l'étranger.

Hamid M.

Lutte contre le coronavirus

La Turquie suspend les prières collectives dans les mosquées

LA TURQUIE a annoncé, lundi, la suspension jusqu'à nouvel ordre des prières collectives dans ses mosquées, y compris la grande prière du vendredi, afin de limiter le risque de propagation du nouveau coronavirus. «Il est devenu nécessaire de suspendre les prières collectives dans les mosquées», a déclaré le chef de l'autorité turque des affaires religieuses, Ali Erbas. M. Erbas a indiqué que les quelque 90 000 mos-

quées de Turquie resteraient néanmoins ouvertes pour permettre aux fidèles de «prier de façon individuelle», s'ils le souhaitent. La Turquie a multiplié ces derniers jours les mesures visant à contenir la propagation du Covid-19 sur son sol. Officiellement, 18 personnes sont infectées. Dimanche, les autorités turques ont mis en quarantaine des milliers de pèlerins revenant d'Arabie saoudite.

R. I.

Tiaret

L'artiste peintre Ahmed Benallou meurt dans un accident

L'ARTISTE peintre, calligraphe et photographe Ahmed Benallou est décédé dimanche à Tiaret des suites de ses blessures suite à un accident de la route survenu à Oued Lily, a-t-on appris auprès des services de l'hôpital Youcef-Damerdjil du chef-lieu de wilaya. Après son admission à l'hôpital, le défunt avait rendu l'âme des suites de ses blessures, causé par l'accident qui a fait trois autres blessés dans la collision entre un camion et un taxi au niveau du

village de Teriche. L'artiste a consacré trente années dans la formation des élèves de différents établissements scolaires et des enseignants de l'Institut national de formation des cadres de l'éducation Ibn Rochd de Tiaret. Artiste distingué en peinture, calligraphe et photographe de talent, ses œuvres ont été exposées lors de différentes expositions mises sur pied à Tiaret ou dans d'autres régions du pays.

R. C.

L'immigration clandestine en Méditerranée



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tribunal de Sidi M'hamed

20 ans de prison requis à l'encontre de Abdelghani Hamel

■ Le procès de l'ancien Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel et des membres de sa famille, se poursuivait hier pour le quatrième jour au tribunal de Sidi M'hamed (Alger), avec l'audition de nombre de témoins dans cette affaire et à leur tête l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

Par Slim O.

Le Procureur de la République près le Tribunal de Sidi M'hamed a requis vingt ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel et de son fils Amiar, assortis d'une amende de huit millions de dinars chacun, quinze ans de prison ferme à l'encontre de ses autres

enfants, Mourad, Chafik et Chahinaz et dix ans de prison à l'encontre de son épouse, Annani Salima. Abdelghani Hamel est poursuivi dans plusieurs affaires de corruption, principalement liées au «blanchiment d'argent, enrichissement illicite, trafic d'influence et obtention de fonctionnaires par des moyens illégaux». Le Procureur de la République près le même Tribunal a requis des peines

allant de dix à quinze ans de prison à l'encontre des anciens walis d'Oran, de Tipasa et de Tlemcen, poursuivis également dans cette affaire, assortis d'une amende de huit million de dinars chacun et requis dix ans de prison assortis d'une amende d'un million de dinars à l'encontre de l'ex-directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Mohamed Rehamia. S. O.

Affaire de corruption à la Sonelgaz de Tipaza

Des peines de 7 à 10 ans de prison requises à l'encontre des accusés

Le représentant du ministère public près le tribunal de Tipaza a requis dimanche des peines de 7 à 10 ans de prison ferme assorties de peines complémentaires à l'encontre des accusés impliqués dans l'affaire de corruption ayant touché récemment la Société de distribution d'électricité et de gaz de la wilaya de Tipaza, a-t-on constaté. Le procureur de la République a requis, lors de ce procès qui a débuté dimanche matin après son report à deux reprises, des peines de 10 ans de prison ferme à l'encontre des principaux accusés assorties d'une amende ferme d'un million DA. Il s'agit de l'ancien directeur de la Sonelgaz à Tipaza, Hamid Louzi, du chef de département exploitation électrique à la même direction, Mohamed Bouziane, et le gérant d'une entreprise spécialisée dans les travaux d'électricité, Fethi

Hamadi. Dans ce cadre, le représentant du parquet a demandé, lors de son réquisitoire, de voir annuler tous contrats, marchés ou concessions obtenus par les accusés Fethi et Mustapha Hamadi. Le parquet avait mis en accusation le 2 décembre 2019 quelque 12 accusés sur un total de 47 autres ayant fait l'objet d'une information judiciaire lancée dans le cadre de la loi anti-corruption. Le juge d'instruction près ladite juridiction a ordonné le jour même le placement de 8 accusés en détention provisoire et de 4 autres sous contrôle judiciaire. L'affaire a été traitée sur la base d'une lettre anonyme faisant état de pratiques collusoires et de privilèges ayant profité à l'entreprise «Hamadi». Ces pratiques ont permis à cette entreprise de réaliser un chiffre d'affaires de 130 millions DA et près de 90 millions DA en 2017. Pour ce qui

est des 9 autres responsables, dont un entrepreneur et des responsables occupant des postes de chef de division électricité à Cherchel, Hadjout, Koléa et Tipasa, en sus des responsables du service comptabilité et administration et moyens, le parquet a requis des peines de 7 ans de prison ferme assorties d'une amende de 500 000 DA, et le placement en détention provisoire de quatre mis en cause. La défense de la partie civile (Sonelgaz) a sollicité, pour sa part, de voir l'entreprise «Hamadi» condamnée à lui verser un dédommagement pour préjudice moral de l'ordre de 50 millions DA, et 30 millions DA pour les autres accusés. L'audience du procès s'est poursuivie jusqu'à une heure tardive de la nuit de dimanche à lundi. Le verdict devrait être connu la semaine prochaine. Hayet B.